

DECLARATIONS

DE

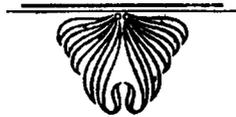
Charles RAPPOPORT

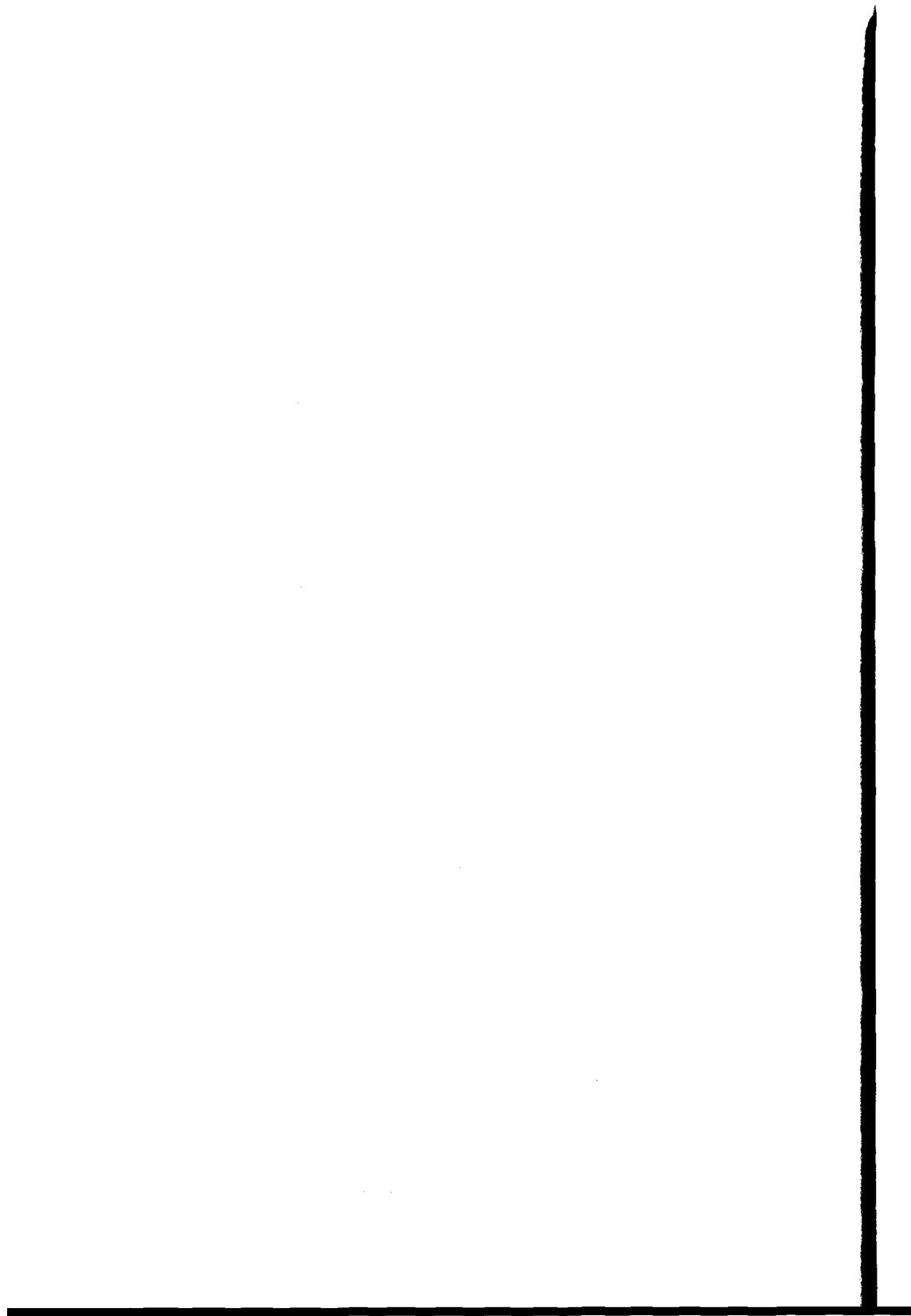
DEVANT LE

Conseil de Guerre de Paris

(Le 3 Juin 1918)

(STÉNOGRAPHIE)





DÉCLARATIONS

de

CHARLES RAPPOPORT

DEVANT LE

Conseil de guerre de Paris

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESSIEURS LES MEMBRES DU CONSEIL,

Vous allez me juger au nom du grand peuple français et de ses intérêts suprêmes tels que vous les concevez. Vous allez me juger au nom d'une conception qui est la vôtre et celle du régime que vous êtes appelés à défendre en toute bonne foi, en toute impartialité.

Je vous demande, Messieurs — et c'est la seule chose que je vous demanderai pendant tout le procès — la permission de vous dire le plus brièvement possible quelle est ma conception et celle de mes amis, quels sont les faits et les idées qui ont déterminé mon attitude pendant la guerre. L'exposé seul de ces idées et de ces faits vous prouvera mieux que tout autre argument que je ne suis pas capable d'esquiver les responsabilités de mes actes et de mes paroles ou de les dissimuler.

Tout ce que j'aurai l'honneur d'affirmer devant vous, je ne me permettrai pas, par respect du Tribunal et de moi-même, de le faire sans preuves et sans m'entourer de documents.

Je suis resté fidèle, pendant la guerre, aux idées de mon parti, qui est le *Parti Socialiste-Section française de l'Internationale Ouvrière* (c'est son titre officiel), aux idées qu'il avait établies dans ses Congrès et développées dans sa propagande orale et écrite. Pendant les deux années qui précédèrent la guerre actuelle, j'étais un journal sous le titre : « Contre la guerre ». Ont collaboré à ce journal, occasionnellement, MM. Jules Guesde, ancien ministre d'Etat et fondateur du Parti Ouvrier français, Edouard Vaillant, député de la Seine et chef universellement honoré du Parti socialiste, Compère-Morel, actuellement Haut-Commissaire du gouvernement, Amilcare Cipriani, le grand patriote et révolutionnaire Italien, et, d'une façon quasiment constante : Francis de Pressensé, l'ancien directeur de la politique étrangère au *Temps*, qui fut le meilleur connaisseur de la politique mondiale en France, et de M. Marcel Sembat, ancien ministre des Travaux Publics. Je ne développerai pas ici les idées de ce journal. J'en dirai seulement un mot. Nous y avons tous combattu la guerre, et le militarisme européen qui devait y conduire fatalement. Dans ce journal j'ai considéré la guerre comme imminente. Dans le deuxième numéro, daté du 16 décembre 1912 c'est à dire deux ans avant la guerre, j'écrivais que la cause de la prochaine guerre serait l'Archiduc d'Autriche, François-Ferdinand dont la mort en juin 1914, a été en effet le point de départ de la catastrophe mondiale, en tout cas le prétexte pour les Européens centraux d'allumer l'incendie mondial pour lequel bien d'autres ont apporté leur part de matières inflammables.

Un autre fait. Trois semaines avant la guerre j'ai défendu l'idée de la grève générale internationale et simultanée à opposer à la guerre. Cela se passait au Congrès de la Fédération de la Seine avec et à côté de M. Albert Thomas. Il est vrai que depuis, le camarade Albert Thomas devint ministre des armements et moi, je suis en prison.

I

Le Socialisme et la Guerre

Je ne ferai pas ici le procès de certains camarades de mon Parti. Ce n'est ni la place ni le moment. Je ne fais que constater les faits qui sont, à mon avis, absolument nécessaires pour la compréhension de l'homme que vous allez juger.

Je dois dire à l'honneur de mon Parti qu'aucun parti politique ne s'était tant préoccupé de la guerre et des moyens de l'éviter que le Parti Socialiste. C'était on peut dire son idée fixe depuis le Congrès de Zurich de 1893, c'est-à-dire depuis un quart de siècle. C'était également la préoccupation de tous les Congrès de la première Internationale fondée, sur l'initiative des ouvriers français, à Londres en 1864, c'est-à-dire il y a plus d'un demi-siècle.

Le Parti Socialiste a vu le danger. Il avait même le pressentiment tragique qu'il serait impuissant à empêcher la catastrophe. Mais il n'a pas cru possible d'éluder le problème. Il existe toute une littérature pour le prouver. Je rappellerai seulement, sans les citer, les résolutions des Congrès de Nancy, de Limoges, de Stuttgart et de Bâle. Dans ce dernier Congrès tenu deux ans avant la guerre, le Parti socialiste international s'engage dans le cas où la guerre éclaterait malgré les efforts du Parti socialiste à combattre pour que la guerre se termine « le plus rapidement possible. »

Le 17 janvier 1914, *l'Humanité* publie la résolution du groupe socialiste du Parlement où nous lisons le passage suivant : « Le Parti socialiste dénonce au pays, une fois de plus, la responsabilité des classes dirigeantes. Il est résolu à élever sa protestation devant le Parlement comme devant le Suffrage universel. Il invite, tous les prolétaires, tous les démocrates, tous les républicains à redoubler d'efforts pour mettre un terme d'accord avec les socialistes et les vrais démocrates

« de tous les pays, au régime absurbe et funeste des
« militarismes et de la paix armée. Et dès maintenant il
« demandera à la Chambre de s'orienter résolument vers
« une organisation plus démocratique et moins ruineuse
« de la défense nationale. »

Je dois dire franchement que pendant de longues années je me suis rangé à l'avis de Jules Guesde, adversaire de la grève générale et de toute action antimilitariste spéciale. Délégué à tous les congrès nationaux et internationaux depuis 1899, je m'étais abstenu de prendre la parole sur cette question jusqu'en 1914. Car, dans mon for intérieur, je considérais toutes nos résolutions sur la guerre sans efficacité pratique et n'ayant qu'une valeur de propagande. C'est seulement en 1912 lorsque j'ai compris l'imminence de la guerre et l'étendue du désastre que j'adoptai, sur cette question, la tactique de Jaurès et de ses amis, tout en déclarant que je considérais le vote pour la grève générale, en tant que moyen contre la guerre, comme une simple indication qu'il faut tout tenter pour empêcher la catastrophe.

Depuis la guerre, on n'a pas cessé de reprocher au Parti socialiste international de n'avoir pas su empêcher la guerre mondiale. Et qui nous fait ce cruel reproche ? Ceux-là même qui n'ont jamais manqué de dénoncer notre propagande contre la guerre et le militarisme comme une sorte de trahison à la patrie. En Allemagne, on opposait le patriotisme des socialistes français aux « misérables sans-patrie » de là-bas (c'est ainsi que Guillaume traitait les social-démocrates). En France, on nous donnait comme modèles de patriotisme les socialistes allemands. Mais partout on était d'accord pour nous discréditer et nous réduire à l'impuissance. Et ce sont les mêmes hommes et les mêmes partis qui nous reprochent aujourd'hui cette impuissance ? Après nous avoir enchainés, on nous insulte pour n'avoir pas pu bouger ! C'est la justice des partis politiques qui ne doit pas être la vôtre.

Oui, nous, faible minorité socialiste, *rari nantes in gurgite vasto*, nous étions impuissants, grâce à la majorité non socialiste pour écarter de l'humanité l'hor-

rible catastrophe. Mais notre faiblesse qui n'est pas un crime — à l'impossible nul n'est tenu — qui n'est pas en tout cas NOTRE crime, dis-je, notre faiblesse, est votre malheur à tous, le malheur de l'humanité toute entière, aujourd'hui assassinée et ruinée, chargée de haine, de violences et de misères de toutes sortes pour longtemps encore.

Oui, nous étions, hélas ! faibles. Mais notre propagande a laissé tout de même des traces ineffaçables. La meilleure preuve c'est que pour la première fois dans l'histoire, la guerre se poursuit au nom de la guerre à la guerre. L'antimilitarisme, tant honni avant la guerre, est devenu pendant la guerre une institution officielle, une institution d'Etat. Vous n'avez qu'à lire les déclarations officielles des gouvernements alliés. Vous y trouverez, à chaque instant, les épithètes que voici : « guerre atroce, guerre infame, guerre funeste, guerre abominable, guerre horrible, guerre criminelle, guerre sans précédent dans les annales historiques. » Ce concert de malédictions contre la guerre est aussi sans précédent. M. Lloyd George, le premier ministre de la Grande Bretagne, déclare que le mot d'ordre de cette guerre est : « Plus jamais ! ». Et M. Wilson, président de la grande République américaine, la tête pensante des alliés, déclare la guerre aux Empires Centraux pour tuer la guerre et pour fonder un nouveau Statut juridique entre les nations, *la Société des Nations*.

L'humanité a fait tout de même du chemin ! Tout en ne prenant pas pour argent comptant l'idéologie officielle, je me rappelle pourtant le mot de La Rochefoucauld sur l'hommage que le vice rend à la vertu. La vertu antimilitariste du Parti socialiste se trouve, pour une fois, récompensée. On n'adopte pas encore nos idées. Mais on parle déjà notre langage. Tout progrès commence par un changement de mots....

Mais on me dira que tout le monde abhorre la guerre et que le socialisme n'a pas le monopole du bon sens et de la justice entre les nations.

A quoi je réponds : Le socialisme dans son attitude

vis-à-vis de la guerre se distingue des autres partis : 1° par l'explication générale des origines de la guerre; 2° par son appréciation morale, sociale et historique de la guerre; 3° par les moyens qu'il propose pour abolir la guerre, et, finalement, 4° par sa conception de l'avenir de la guerre.

II

Les Origines de la Guerre

Les origines de la guerre ! Il y a une double contradiction dans les explications ordinaires des origines de la guerre. D'une part, on affirme que la guerre est dans la nature humaine, qu'elle est éternelle, comme la misère, la méchanceté et l'ignorance. Des esprits remarquables comme Joseph de Maistre et Proudhon la déclarèrent même divine. La guerre a existé, existe et existera toujours, prétendent d'un commun accord, des académiciens et l'homme dans la rue, comme disent nos amis les Anglais. Si la guerre est vraiment inscrite dans le Code de la Nature je me demande comment on peut sans contradiction, affirmer que ce sont exclusivement certains Etats qui sont seuls responsables de la guerre. Il faudrait alors admettre que Guillaume et ses junkers incarnent la nature humaine et que les alliés qui combattent la guerre appartiennent aux nations surnaturelles. Non, ne rendons pas la Nature responsable des sottises et des crimes des hommes en place. Sans partager complètement l'optimisme absolu de Jean-Jacques Rousseau, disons simplement que c'est nous qui faisons notre nature, bonne ou méchante.

Des penseurs-géants comme Aristote, croyaient à leur époque, que l'esclavage n'est pas une institution sociale, mais une loi naturelle. Ils se sont trompés. Car l'esclavage a été aboli. Ne calomnions pas la nature et ne

mettons pas Guillaume sa casté militaire et ses pareils sous la protection de la nature dont ils sont le scandale et la honte

Autre contradiction : si la guerre est éternelle, divine, naturelle, comment alors expliquer la guerre mondiale proclamée officiellement une guerre à la guerre ? Ce serait folie de déclarer la guerre à la nature, sans parler de cette absurdité évidente de vouloir combattre le choléra par la *propagation intensive* du choléra la peste par la peste, la guerre par la guerre.

Le socialisme a toujours combattu la théorie des militaristes de toutes les nations de *la guerre éternelle*. Il explique la guerre par des raisons historiques, politiques et économiques. On compte plus de dix mille guerres dans l'histoire connue, qui est une chaîne ininterrompue de guerre, avec, par ci, par là, des trêves de paix. La guerre actuelle est, entre autres, une suite, une nouvelle page sanglante dans le livre sanglant de l'humanité crucifiée.

Tant que les hommes se battront pour le partage du globe, pour la propriété privée et nationale, tant qu'ils n'auront pas compris que la véritable grandeur des nations réside dans la généralisation du bien-être sous toutes ses formes, la guerre sévira, implacable.

Toutes les nations se sont battues pour la domination du monde, ou plus exactement, pour la propriété du monde. Rome, l'Empire romain du moyen-âge, l'Espagne, la France, l'Angleterre ont tour à tour dominé le monde. Il y a même un proverbe anglais qui dit : « Après la Providence, c'est l'Angleterre qui doit dominer le monde ». Rien d'étonnant que les militaristes des Empires Centraux prétendent que leur tour est arrivé. Le formidable développement économique, industriel, commercial et scientifique de l'Allemagne des dernières quarante années a fait naître chez les classes dominantes de ce pays l'esprit d'orgueil et de domination, qui je le répète, est commun à tous les grands Etats. Avec cette seule différence pourtant que l'Allemagne, dernière venue, possède un impérialisme agressif, tandis que l'impérialisme des autres grandes nations est momentanément défensif. Cela explique tout

naturellement que l'agression soit venue des Empires Centraux, derniers candidats à la domination du monde. Cette idée d'hégémonie mondiale est basée sur la vieille conception de la grandeur nationale, qui est avant tout une grandeur kilométrique, une grandeur territoriale.

A cette vieille conception chargée de désastres et de misères, le socialisme, fidèle à lui-même, oppose une nouvelle conception de la grandeur des nations. C'est la transformation sociale qui assure à chaque membre de la nation le maximum de bien-être possible. L'ensemble des citoyens heureux fait une nation heureuse et grande. Cette transformation sociale n'est possible que sur la base de la solidarité internationale. Le socialisme considère la guerre comme un crime monstrueux. Les militaristes méditent et justifient l'extermination des nations entières. Ce crime collectif n'a pas de nom dans aucun langage humain.

Après le Christianisme, après la Révolution française, proclamant les Droits de l'Homme, le socialisme considère comme son principe vital, l'unité de la famille humaine, exclut toute idée de sacrifice d'une nation au profit d'une autre, *d'un désarmement unilatéral*. Il serait criminel pour un père voyant ses enfants se battre de vouloir désarmer un de ses enfants au profit d'un autre. Mais son but principal est de mettre fin à la bataille fratricide le plus rapidement possible.

Le socialisme profite ou doit profiter de l'expérience historique du christianisme et de la démocratie qui ont échoué dans leur tâche de pacification universelle. Les raisons de leur défaite sont claires et simples. Depuis le IV^e siècle (Concile de Nicée), le christianisme s'était fait soit l'instrument d'un Etat politique, soit un Etat politique lui-même, un Etat dans l'Etat. Il disait jadis : *Cesar non protest esse christianus* : César ne peut pas être chrétien. Et il a fini par accepter l'alliance avec tous les Césars et les rois, se mettant tantôt à leur service, tantôt les dominant. La conséquence fut que la religion de la fraternité universelle donna son adhésion à la guerre, interdite par l'esprit sinon par la lettre de l'évangile. De là sa chute.

La démocratie bourgeoise a subi le même sort. Elle est devenue nationaliste et impérialiste. Elle s'est inclinée devant le Moloch de la guerre auquel nous devons l'état lamantable et quasi primitif dans lequel végète encore l'humanité. La démocratie bourgeoise a fait des conquêtes considérables dans le domaine de la politique intérieure. Mais sa politique extérieure est restée celle des monarchies. Elle est basée sur la vieille conception de la grandeur nationale. La République n'a pas encore établi sa politique extérieure en la mettant d'accord avec les principes généraux de sa politique intérieure. Notre diplomatie de carrière est calquée sur celle des monarchies qui nous entourent. Ce n'est pas le Parlement qui décide de la guerre et de la paix. On le place devant un fait accompli, et on le renvoie à Bordeaux — en vacances...

Les socialistes qui sont restés fidèles à la grande doctrine qui dominera un jour le monde, travaillent pour que le socialisme ne fasse pas la même culbute que le christianisme et la démocratie. Nous voulons fonder l'unité humaine non dans le royaume des cieux, comme le christianisme, non sur le papier, comme la démocratie, mais dans la réalité des faits en internationalisant la propriété du globe, en commençant par les routes mondiales.

Cela veut-il dire que nous soyons contre la nation ? Bien au contraire. Le socialisme est le seul parti vraiment national, car en supprimant, avec les classes, tout privilège de classe, toute iniquité et toute inégalité de droit, il crée par cela même l'unité nationale, la véritable union sacrée des citoyens égaux. Tout ce qui est nuisible à la France, tout ce qui diminue la France, comme toute autre nation, grande ou petite, est antisocialiste. Je l'ai déclaré, au Congrès de Bordeaux, en 1917, dans les mêmes termes. Et je le répète ici : ce sont les idées de toute ma vie pour lesquelles j'ai bravé, en Russie, les potences du tsar. Et je ne descendrai pas dans les caves pour souffleter et déshonorer l'œuvre de toute ma vie...

III

Le Socialisme et la Défense Nationale

Mais, me demandera-t-on, que faites-vous de la défense nationale ? Toutes les guerres se font au nom de la défense nationale. En effet, une fois la guerre déclarée, chaque nation défend son existence. Ce n'est plus l'état social : c'est l'état de violence. Et nous n'avons pas le droit de demander à une nation de se sacrifier au profit d'une autre. Mais nous constatons en même temps ce fait indéniable que chaque nation en se défendant par la guerre à outrance arrive au but contraire : à la destruction, à l'extermination de la nation. Si dans chaque guerre — il y en a eu, nous l'avons déjà dit, plus de 10.000 — on avait suivi littéralement le mot d'ordre : jusqu'au dernier homme, l'humanité ne serait aujourd'hui qu'un souvenir. Que dis-je ? Pas même cela. Car il n'y aurait personne pour s'en souvenir.

Les guerres modernes sont des guerres d'extermination grâce aux progrès fabuleux de la technique de la guerre. Rome a conquis la Grèce antique avec quelques régiments seulement. Dans la guerre actuelle, on a vu quarante millions d'hommes, la fleur et la vigueur de l'Europe, se massacrer, s'estropier mutuellement. La guerre a déjà absorbé plus que l'équivalent de toute la fortune mobilière et immobilière des trois pays les plus riches de l'Europe : la France, l'Angleterre et l'Allemagne. La guerre mondiale n'est pas seulement une guerre d'extermination, mais c'est aussi une guerre d'appauvrissement. Nous allons vers la ruine universelle, vers la destruction totale des populations mâles les plus civilisées du monde. Et l'on veut que nous appelions cela défense nationale ? Non et non. C'est la destruction nationale, l'anéantissement de toutes les nations civilisées. La meilleure défense nationale, c'est d'abord faire une politique qui n'aboutisse pas fatalement à la guerre ; c'est, ensuite, si la guerre éclate

malgré nous, de chercher à la finir le plus rapidement possible. Tout est réparable. La mort seule crée l'irréparable ! Sommes-nous assez sûrs de nos pauvres vérités humaines pour nous arroger le droit de créer de l'irréparable — pour les autres ?

Un grand-duc qui vivait, comme tous les grands-ducs, pour et par l'armée disait un jour : « J'aime l'armée et je déteste la guerre. Car la guerre détruit l'armée. » Nous aimons avec passion la France. Et voilà pourquoi nous voulons qu'elle vive. On a peut-être le droit de se sacrifier soi-même. Mais où prend-on le droit de sacrifier et de ruiner tout l'avenir d'une noble race ? De quel droit une génération vivante prépare-t-elle le malheur de toutes les générations futures ?

Un socialiste a la passion de son pays, ainsi que de l'humanité dont son pays fait partie, mais cette passion est réfléchie. Il cherche son bonheur intégral et non sa destruction au nom d'une victoire qui, même en la supposant certaine, n'aboutirait qu'à l'anéantissement de toutes les forces vives de la nation.

Pour finir avec l'appréciation socialiste de la guerre, je vous prie de vous demander : Que sont devenus tous les grands empires édifiés sur les conquêtes de la force et de la guerre ? Où sont les Empires d'Alexandre et de César ? Où sont l'Empire de Byzance, l'Empire Arabe et celui des Hohenstaufen ? Où est la puissance militaire de l'Espagne et celle des Tsars ? L'Empire de Guillaume fondé sur le sabre s'écroulera fatalement de la même façon. C'est la loi de l'histoire qui ne connaît pas d'exception. Il ne reste de tous ces empires que le souvenir des torrents de sang, de larmes et de crimes dont on se détourne avec dégoût.

Mais prenez un autre domaine, celui de la philosophie, par exemple. On cherche encore passionnément les fragments de la pensée d'un Thalès, d'un Héraclite, d'un Xenophane. Et après 25 siècles, on s'en délecte et l'on s'y instruit encore. La guerre a fait de l'humanité un misérable troupeau d'esclaves ignorants conduits par des maîtres insolents. Seuls, la science, l'art et le travail pro-

duisent des œuvres durables, belles et salutaires. Bismarck eut un jour le pressentiment de cette vérité en disant qu'il s'attendait aux malédictions de la postérité. Elles deviennent, ces malédictions, de plus en plus fortes, au fur et à mesure que l'on s'aperçoit des conséquences de la force brutale de la guerre, qui engendre fatalement la guerre. Quand ces vérités élémentaires seront devenues le bien commun, la conviction intime de chacun et la règle des sociétés, nous aurons alors, et alors seulement, une mentalité de paix qui mène à la paix et non une mentalité de guerre qui mène fatalement à la guerre. Mais pour y arriver, il faut avoir le courage de méditer et de dire ces vérités à tous et à chacun, et surtout à soi-même.

IV

Nos Moyens d'Action

Mais, nous dit-on : « Ce sont des rêves, des théories. Quels sont vos *moyens* de réalisation pratique ? Ils sont de deux sortes. Les uns nous sont fournis par l'histoire et par la guerre elle-même. Les autres par notre action nationale et internationale. Quel est le moyen le plus efficace, l'argument le plus terrible contre la guerre ? C'est la guerre elle-même. Avec les instruments modernes, elle devient tellement atroce et haïssable que les peuples, dans l'avenir, seront obligés d'employer toutes leurs énergies pour combattre et détruire la guerre.

Voici ce qu'a dit lord Winston Churchill, le futur ministre de la marine, peu de temps avant la guerre mondiale : « Personne ne peut se rendre compte des conséquences d'une guerre générale ; la cause originelle de cette guerre disparaîtrait dans les questions plus grandes et plus terribles qui surgiraient. Nul ne peut dire qu'il y ait une seule grande puissance susceptible d'échapper au cataclysme ; nul ne peut dire que dans

toute l'Europe il soit une question qui, à la fin de la crise, pourrait rester debout ; tout pourrait être jeté dans l'abîme, et l'œuvre de destruction opérée dans l'espace de quelques semaines ou de quelques mois, pourrait à ce point atteindre notre vie économique et sociale que nous serions plongés dans la désolation et la barbarie du moyen-âge. »

Et lord Churchill continue : La seule épitaphe que l'Histoire pourrait donner au récit d'une telle catastrophe serait : « Toute cette génération d'hommes est devenue subitement folle. » Lord Churchill est ce qu'on appelle conservateur social, mais un conservateur prévoyant, ce qui arrive parfois. Et il n'a prévu qu'une faible partie de l'avenir. Quelle que soit l'étendue de la catastrophe de la guerre mondiale, elle n'est qu'une préface aux événements autrement grandioses, autrement terribles, qui, espérons-le, nous guériront entièrement de la guerre. Voyez la Russie !

L'Histoire nous enseigne également comment la guerre produit souvent des résultats opposés aux intentions des provocateurs de la guerre. Jetons un coup d'œil rapide sur les plus grandes périodes de guerre mondiale. Sans aller trop loin, nous savons que les deux siècles de guerre des Croisades eurent pour résultat de rapprocher l'Occident et l'Orient et de créer, par le développement des grands ports et des villes maritimes de l'Italie, les bases de la civilisation méditerranéenne moderne. La guerre de cent ans a créé l'Unité française. Les guerres de Napoléon ont contribué à la formation des Etats modernes et à la création du système de l'équilibre européen. La guerre mondiale actuelle, en réunissant, 23 nations d'un côté et les Empires centraux de l'autre prépare directement et indirectement, par des mouvements ultérieurs, les bases d'une Fédération des peuples du monde entier, à la seule condition pourtant : que la guerre ne les épuise et ne les détruise pas totalement !

Ceci ne justifie pas la guerre, mais prouve seulement que le démon de la guerre, pour employer une expression de Michelet, est impuissant contre *la loi fondamentale*

de l'Histoire qui est l'unification de l'humanité. La guerre est comme le diable de Faust : elle produit le contraire de ce qu'elle désire. Avec beaucoup de mal, elle fait parfois un peu de bien. Nous préférons une autre action contre la guerre qui, au contraire fait beaucoup de bien sans faire de mal.

Mais l'action indirecte est un des procédés favoris de l'histoire. On appelle cela la dialectique de l'histoire, une sorte de machiavélisme, de ruse historique. Aussi l'impérialisme travaille-t-il, comme le capitalisme, pour l'avenir sans le vouloir et naturellement sans le savoir. Le capitalisme détruit la petite propriété indépendante. Il prépare ainsi, par la concentration capitaliste, la concentration socialiste. L'impérialisme, lui aussi, détruit toutes les unités nationales en traçant ainsi, par le glaive et le feu, les voies de l'unité mondiale.

Ces moyens ne sont pas les nôtres. Ils sont atroces et inhumains. Le Parti socialiste en a d'autres. Ce sont l'action internationale et l'organisation nationale de la classe ouvrière et paysanne.

L'action internationale !

On a dit que les socialistes français, avant la guerre, étaient les dupes des socialistes allemands. Ceux qui l'affirment ignorent tout du mouvement socialiste international. Voici un seul fait qui vous en dira long. A Stuttgart, en 1907, M. Gustave Hervé qui a, comme bieu des nationalistes, un cœur d'homme, mais un esprit d'enfant, d'enfant terrible, avait voulu faire adopter par l'Internationale son antipatriotisme de foire. Les socialistes allemands furent les premiers à le combattre. J'en ai gardé un souvenir personnel qui vous intéressera. Bebel, le chef tout puissant de la Socialdémocratie, qui avait refusé les crédits de guerre en 1870, tout en considérant alors Napoléon III comme seul responsable de l'agression contre l'Allemagne, — la dépêche d'Ems n'avait pas encore été publiée. — et qui avait subi deux ans de forteresse pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, Bebel m'avait amicalement invité à sa table pour me parler d'Hervé. Voici ce qu'il dit :

« Prenez garde. Hervé en cherchant à démoraliser l'armée française peut créer un état d'esprit dangereux en Allemagne. L'Etat-Major prussien peut concevoir le désir de profiter de cette démoralisation pour se jeter sur la France. » Et, en effet, Bebel a fait publiquement, en plein Congrès, à Hervé le sanglant reproche de travailler pour le roi de Prusse.

Montrez-moi un seul parti politique au monde qui ait cette préoccupation de l'intérêt national d'un autre pays. La socialdémocratie allemande a toujours dit aux socialistes français : « Ne soyez pas dupes de votre tempérament. Ne prenez pas vos désirs pour des réalités. La grève générale, dans l'état actuel de nos forces, est impossible. Une fois la guerre déclarée, chacun défendra son pays ». Où est la duperie ? Pour nous duper, la socialdémocratie aurait dû adopter une tactique absolument opposée, faire semblant de nous suivre dans nos illusions et nous abandonner au moment décisif. Elle ne l'a pas fait. Elle combattait la tactique de la grève générale en Allemagne, et elle soutenait et encourageait ceux des socialistes français qui combattaient la grève générale en France.

Avant la guerre, la socialdémocratie allemande observait la même tactique que nous : elle refusait les crédits militaires et combattait le militarisme. Contrairement à la légende, elle n'a jamais, avant la guerre, voté les crédits militaires, tout en déclarant, comme nous en France, que le refus des crédits ne veut pas dire le refus de défense nationale, mais celui de participer à la responsabilité d'une politique qui menait fatalement à la guerre, et à la direction antidémocratique de la défense nationale.

Quand la guerre fut déclarée, le groupe parlementaire français a décidé, sans discussion, à l'unanimité, de voter les crédits de guerre, tandis qu'il y avait une lutte acharnée au sein du groupe socialdémocrate du Reichstag au sujet de ce vote. 14 députés se sont prononcés contre le vote des crédits. Haase, qui avait remplacé Bebel à la présidence du Parti, fut de la minorité qui refusait les crédits de guerre. Ce nombre alla en grandissant, jusqu'au chiffre de 44. Haase et ses amis ont été plus loin. Pour ne

pas suivre la tactique de Scheidemann, et des majoritaires, ils ont provoqué une scission dans un parti dont l'unité fut la force et la gloire. Avant la guerre, une scission dans la socialdémocratie aurait été considérée comme une folie et un suicide. Voilà comment nous sommes dupes des socialistes allemands !

L'action internationale n'est pas nuisible aux intérêts de chaque nation. Au contraire. C'est elle seule qui rend salutaire et efficace une action pour la paix sans aucun préjudice pour l'intérêt et l'honneur de chaque nation. Car en se produisant à la fois chez tous les belligérants, elle ne risque pas d'affaiblir une nation au profit d'une autre. Voilà pourquoi je considère la rupture du pacte international entre les socialistes comme le plus grand malheur des nations en guerre. L'Histoire le confirmera. Et nous verrons alors clairement que ceux qui ont empêché les socialistes d'aller à Stockholm malgré la décision unanime du Parti Socialiste français, ont leur part de responsabilité dans la paix séparée de Brest-Litowsk.

L'Internationale est la forme la plus nouvelle, la base la plus sérieuse de la Société des Nations dont on parle aujourd'hui à tort et à travers. La destruction de l'Internationale fut un crime de lèse-humanité. Elle sera, dans l'avenir, notre moyen le plus puissant contre la guerre.

L'autre moyen est d'ordre intérieur : l'organisation de la classe ouvrière et paysanne. Ici on nous reproche la lutte des classes sans s'informer de ce que cela veut dire. Nous socialistes, nous sommes aussi peu responsables de la lutte des classes que le baromètre de la tempête déchaînée. Nous constatons ce qui est et nous en profitons pour chercher à supprimer le régime des classes, avec la division de la nation en classes, ce qui rend l'unité nationale une chose par trop précaire, sinon illusoire. Qu'on lise seulement l'Histoire Universelle rédigée par un grand patriote et un homme modéré comme Ernest Lavisse, et l'on y constatera à chaque pas la présence de la lutte des classes. On habite, on se nourrit, on voyage selon les moyens de sa classe. Il y a même des enterrements de classe.

La lutte des classes est un moyen efficace contre l'impérialisme. Vous savez pourquoi les Scheidemann et les Sudekum — et leurs pareils dans les autres pays — se sont alliés aux gouvernements impérialistes. Parce qu'ils ont identifiés les intérêts des classes dominantes avec ceux de la classe ouvrière. Or, la conception de la lutte des classes interdit cette alliance contre nature. Si Scheidemann et ceux qui pensent comme lui étaient restés fidèles à l'idée de la lutte des classes, on n'aurait jamais pu les accuser de complicité avec les gouvernements de crime et de massacre mondial.

La classe ouvrière et paysanne, c'est la nation ou les 9/10 de la nation. Et je répète que les socialistes seuls représentent les intérêts nationaux bien compris sans aucune préoccupation de classe. Car le principe vital de la classe ouvrière est un principe universel : le travail productif soit physique, soit intellectuel. La classe ouvrière ne reconnaît comme base de l'organisation sociale ni la naissance, ni la possession, qui sont inévitablement exclusifs. La naissance et la possession divisent la nation. N'est pas riche qui veut. N'est pas noble de naissance qui veut. Le travail seul est accessible à tous. Tout le monde peut et doit travailler. Le travail créateur et solidaire formera une nation solidaire, *l'union sacrée des producteurs*.

En organisant la classe ouvrière et paysanne sans exciter la haine contre les hommes appartenant aux différentes classes, qui peuvent être individuellement des hommes excellents, des hommes de cœur et d'esprit, mais en combattant *le régime* de classe, nous travaillons pour la paix contre la guerre, pour l'égalité contre le privilège de classe, qui engendre la guerre, comme les miasmes font naître les épidémies.

V

La Paix et la France

Mais, dites-vous, et je terminerai par cela : nous sommes en France. La France est envahie. La France passe des heures tragiques. Aujourd'hui, nous devons nous occuper avant tout de la France.

Cela est exact. Et j'aurais pu prouver par d'innombrables témoignages que telle a été ma préoccupation principale depuis la guerre. Dès le début de la guerre, je me suis dit : la France est une plante délicate qui ne repousse pas aussi facilement que les autres nations. La France a toujours été la principale ouvrière du progrès humain. Quand la guerre détruit par millions des Allemands, des Russes, des Anglais, elle ne détruit ni l'Allemagne, ni la Russie, ni l'Angleterre. Une dizaine d'années de vie normale, et l'équilibre est rétabli, dépassé même. Vous savez que tel hélas ! n'est pas le cas de la France avec sa population stagnante qui menace de devenir décroissante. Si je l'avais voulu, sans tenir compte des circonstances tragiques que nous traversons, sans donner à mon procès plus d'ampleur qu'il ne mérite, j'aurais pu citer comme témoins deux anciens Présidents de conseil, deux amis anciens ministres qui ont connu cette préoccupation.

Dès le jour de la mobilisation, le 1^{er} août 1914 je leur disais l'état précaire et incertain ou se trouvait la Russie. Je disais aussi : oui, nous aurons la victoire, mais aurons-nous des Français ? On n'a pas le droit de risquer sur une seule carte le sort d'un grand peuple comme la France. Et la première règle établie par le plus grand génie de la guerre, par Napoléon lui-même, c'est de supposer le pire. Ces hommes auraient pu dire ici que je connais la situation internationale mieux que tel ministre des affaires étrangères, auquel ces sortes d'affaires sont, selon l'expression spirituelle de Rochefort, vraiment étrangères.

Et je savais que la pensée intime et prédominante du parti pangermaniste en Allemagne est de faire écouler tout le généreux sang français par la plaie de la guerre pour se débarrasser, une fois pour toutes, d'un redoutable adversaire. J'ai frémi à cette idée scélérate et diabolique.

Je savais également, connaissant un peu les Empires Centraux, qu'ils nous dépassent par le développement de la grande industrie, par l'organisation et par les Sciences appliquées (je ne parle pas ici de la Science pure) Et ce sont précisément les trois facteurs qui jouent un rôle décisif dans la guerre moderne.

Vous devinez la conclusion.

Notez, en passant, ceci. Vous ne trouverez ni dans mes discours, ni dans mes articles aucune trace de pessimisme. Au contraire. Dans deux articles du *Journal du Peuple* : *Le sens de la Victoire* et *Définissez la Victoire*, j'ai fait ressortir les avantages des Alliés qui, au point de vue économique, sont imbattables. Car un grand pays industriel comme l'Allemagne ne saurait vivre sans les Alliés. C'est par les forces de l'avenir que l'on tient les militaristes des Empires Centraux, et non par la force brutale dont les succès sont souvent éphémères. Le réveil des peuples est inévitable. L'exemple de la Russie montre que le vainqueur par la force brutale est incapable d'exploiter à sa guise sa victoire. Elle pourrit sur place comme du blé non récolté. Et l'on sera obligé de demander à la paix, au travail organisé ce que la guerre est impuissante à donner : les moyens de vivre. Alors la paix aura sa revanche. *C'est là l'espoir raisonné et indestructible*. Je prierai mon ami et M^e Oscar Bloch de citer quelques extraits de cet article.

Faut-il ajouter une chose qui va de soi et sur laquelle par pudeur je ne voudrais pas insister ? Je veux dire que je suis attaché de cœur et d'esprit à mon pays adoptif. Il suffit de savoir que je ne l'ai pas quitté dans son malheur pour mon pays d'origine où, après la révolution de mars, j'aurais pu jouer un des premiers rôles.

VI

La Conclusion

Je conclus. C'est la situation particulière de la France qui, en dehors de ma conception socialiste, et internationaliste m'a toujours guidé, pendant la guerre, dans ma lutte contre la *politique* de la guerre, pour la paix honorable, cela va sans dire. On tue, dans cette guerre atroce, la fleur de la population de l'Europe. Et il faut bannir, comme un sacrilège l'idée de blesser plus ou moins gravement la France qui, par sa belle et harmonieuse nature, par ses clairs et brillants génies, de Pascal, Montaigne et Descartes jusqu'à Jaurès et Anatole France représente la fleur de l'Humanité.

Non, nous ne désespérons pas de la France. Quel que soit le sort tragique de la bataille, nous ne perdons pas courage. Et nous ne permettrons pas qu'on le perde autour de nous. C'est précisément parce que nous méprisons les succès passagers et éphémères de la force brutale que nous ne perdons jamais ni espoir, ni confiance. Nous ne crierons jamais avec les foules délirantes : malheur aux vaincus ! Plutôt malheur aux vainqueurs passagers des peuples libres ! Car nous avons l'assurance quasi-mathématique que l'avenir appartient à d'autres forces qu'à celles qui provoquent et mènent la guerre. Nous pourrions dire avec De Bonald, qui, vous le savez, n'était pas des nôtres : « une autre force que la force physique conserve les États civilisés... La France, la France surtout, dit De Bonald, a, de tous les temps, bien plus compté en Europe pas sa force morale que par sa force militaire. » La France ne peut pas être moralement vaincue. Les armées peuvent reculer. L'Idée, jamais !

Faites de moi ce que vous croyez juste. Tant que je vivrai, je chercherai à étudier et à établir les lois historiques qui font passer l'humanité de la période *zoologique*, bestiale dont la loi est la guerre — *bellum omnium contra omnes* — à la période *humaine* qui sera régie par la loi de la paix, par le travail pacifique et productif, par la vie et non par la mort.

Tant que j'aurai un atome de force, je travaillerai pour la France, pour l'humanité par le socialisme et par la véritable démocratie ; par la paix, contre la guerre !

CH. RAPPOPORT.



